

Cher-es camarades,

Permettez-moi, avant de commencer, de vous présenter nos invités qui nous font l'amitié de participer aux travaux du 59^{ème} congrès des syndicats CGT de Loire-Atlantique et à notre action ce matin : Isabelle Vitry-Brochard, SG UD CGT 53, Didier Jousse, SG UD CGT 72, Francine Desnos, Secrétaire Régionale CGT Pays-de-la-Loire, Corinne Versigny, SG UD 33 membre CE Confédérale, et bien sûr, celui que je ne présente plus et qui nous fait l'honneur de sa présence pour la 7^{ème} fois en Loire-Atlantique depuis 1 an et demi, notre secrétaire général, Philippe Martinez.

Permettez-moi également de saluer très fraternellement, au nom du congrès de l'UD, tous les camarades actuellement en lutte dans notre département et en premier lieu, ceux qui nous accueillent ce matin : les camarades de la centrale de Cordemais, en grève depuis le 6 mars pour la défense de leur projet industriel, pour les emplois et la reconnaissance par le salaire et le déroulement de carrière. Nous saluons par ailleurs toute la FNME en action tous les mardis depuis 2 mois.

Citons également nos camarades des finances publiques et de l'INSEE, avec l'appui du collectif santé de l'UD, qui luttent depuis plusieurs dizaines d'années pour la reconnaissance du site du tripode à Nantes comme site amianté. Nos camarades de Cordemais sont d'ailleurs également en lutte sur le sujet de l'Amiante dans la centrale, dont le patron ne veut pas entendre parler, cherchant à entraver par des voies juridiques l'expertise du CHSCT.

Citons les camarades de l'enseignement agricole public qui ont manifesté à Nantes le 14 mars pour mettre fin aux heures de travail invisibles non-rémunérées, ou encore à La Poste où les conseillers bancaires ont manifestés ce même jour pour dénoncer des conditions de travail dégradées et les pressions managériales fixant des objectifs bancaires 2017 supérieurs de 30 % à ceux de 2016.

Citons les camarades de la santé et plus généralement des services publics qui ont manifesté partout en France le 7 mars dernier pour la défense de l'hôpital public. Nous étions près de 2000 à Nantes et Saint-Nazaire.

Je ne peux malheureusement pas citer toutes les luttes en cours, nombreuses, mais je voudrais particulièrement insister sur celle de nos camarades de Descours et Cabaud Atlantique, petite entreprise de la métallurgie basée à Nantes, qui, il faut le dire, nous a fait du bien. Alors qu'aucun salarié n'était syndiqué, quelques-uns se sont pris en main, ont contacté la CGT et ont présenté

une liste CGT aux élections professionnelles qui a remporté 23 voix sur 27 votants. Quelques semaines après, ils engageaient la toute première grève dans leur boîte. Après 3 jours de grève, avec 100 % de grévistes chez les ouvriers, et le soutien de nombreux camarades d'autres secteurs pro à l'appel de l'UL de Nantes, ils sortent victorieux avec l'obtention de la quasi-totalité de leurs revendications : + 100 € net par mois, embauche de nouveaux salariés, accélération des mesures de sécurité, paiement de 2 h supplémentaires au tarif de nuit et, cerise sur le gâteau, paiement des jours de grève. Preuve s'il en fallait que la lutte collective est payante. Aujourd'hui les salariés sont nombreux à s'être syndiqués dans notre belle et grande CGT. Bienvenue à vous camarades.

Nous nous réunissons aujourd'hui dans un triple cadre : D'abord pour soutenir nos camarades de la centrale, en lutte depuis 3 semaines. Ensuite dans le cadre de la mobilisation nationale pour l'industrie et les services publics, qui, après le succès des assises de l'industrie du 22 février dernier à la Villette, a réuni des milliers de nos camarades partout en France il y a 2 jours, le 21 mars. Il y avait également des actions dans notre département, à l'instar de celles de La Poste, de Yara, des cheminots. Nous nous réunissons aussi dans le cadre de notre 59^{ème} congrès d'UD qui aura à déterminer les batailles revendicatives à mener pour les 3 prochaines années et construire notre CGT pour qu'elle soit plus efficace, plus solidaire, plus convergente encore, afin d'élever le rapport de force face au pouvoir de l'argent et des intérêts capitalistes.

Le choix de tenir ce congrès d'UD au pied de la centrale de Cordemais n'a rien d'un hasard. Nous souhaitons marquer d'un acte politique fort notre volonté de défendre notre industrie mais également le service public, et dans ce cas, singulièrement celui du service public de l'énergie. La lutte de nos camarades, des salariés, il y a quelques mois, aura permis de mettre en échec, au moins provisoirement, les volontés politiques et patronales de fermeture à court terme de cet outil industriel pourtant indispensable pour garantir notre indépendance énergétique. Le travail syndical convergent entre notamment la CGT FNME, la CGT du Grand Port Maritime et l'interprofessionnel aura démontré l'efficacité et la pertinence d'une CGT qui travaille ensemble, qui lutte ensemble, qui propose des solutions alternatives dans l'intérêt général, pour répondre aux besoins de la population et de notre pays. Les camarades de la centrale vous présenteront tout à l'heure, en quelques mots, le projet industriel qu'ils ont bâti, en lien avec tous les camarades des secteurs professionnels concernés. Ils démontrent ainsi

l'intelligence collective que nous sommes en capacité de déployer, cassant toutes les caricatures dont notre organisation fait l'objet.

Cette campagne confédérale pour l'industrie et les services publics est, à cet égard et de mon point de vue, l'une des plus importantes menées par notre CGT depuis ces dernières années, avec celle sur le coût du capital. Cette campagne partant de la réponse aux besoins nous permet de tirer la ficelle de la quasi-totalité de nos repères revendicatifs. Parler de développement industriel, c'est parler de services publics, l'un ne pouvant exister sans l'autre. Car on le sait, l'installation d'entreprise est facilitée par les infrastructures publiques existante, en terme de réseaux de transport, de télécommunication, d'énergie, d'école, de recherche, de santé, etc... Quand une région se désindustrialise, cela entraîne une diminution de l'offre de services publics, quand ce n'est pas à leur fermeture, qui conduit à la désertification de ces territoires. Cette campagne, c'est également parler de développement humain durable, de développement technologique au service du progrès social par, notamment, la réduction du temps de travail. C'est aussi parler de formation professionnelle, de niveau des qualifications et des rémunérations, de qualité d'emploi, de protection sociale, des relations donneurs d'ordre / sous-traitants, etc...

L'industrie française est en déclin depuis plusieurs années dépassant à peine 10 % du PIB en 2016, contre 16 % en moyenne dans la zone euro. L'emploi industriel a reculé de près de 25 % en quinze ans pour se situer aujourd'hui autour de 3 millions de salariés. Ceci alors que 60 % des produits industriels nécessaires à la réponse aux besoins de notre population sont importés. Parallèlement, la part des dividendes versés aux actionnaires représentait 25 % de la valeur ajoutée dans l'industrie en 2016, contre 5 % en 1985.

Notre département n'est malheureusement pas en reste avec de nombreuses réductions d'emplois ou disparitions d'industries ces dernières années : SEITA à Carquefou, Trelleborg, BLM, SMH dans la navale ... Entre 2008 et 2013, ce sont près de 1000 emplois industriels par an qui ont disparus en Loire-Atlantique. Et pourtant, deux de nos plus grands fleurons industriels, Airbus et STX, ont un carnet de commande rempli pour 10 ans. Cela ne se traduit malheureusement pas par des embauches massives ou des conditions sociales améliorées pour les salariés. Au contraire, la règle est plutôt à l'augmentation des cadences et à la précarisation généralisée, comme avec la mise en place du CDI-C pour la sous-traitance navale. C'est également l'abandon de la recherche à Airbus au profit

de customisation des modèles d'avions déjà existant, alors même que ce qui a fait la force de l'aéronautique européenne est sa capacité d'innovation.

Contrairement aux discours patronaux, repris par le gouvernement, ce ne sont pas les salaires, les cotisations sociales et la durée du travail qui induisent le manque de compétitivité des entreprises. C'est la primauté à la financiarisation qui, depuis près de 40 ans, fragilise l'industrie dans sa capacité à répondre aux besoins économiques, sociaux et environnementaux.

Face aux inégalités qui se creusent entre les peuples et entre les citoyens d'un même pays, nous sommes en capacité de produire pour satisfaire les besoins de chacun, tout en répondant aux enjeux écologiques auxquels nous sommes confrontés. Il faut, pour cela, inventer un nouveau mode de développement, qui remette l'humain et le travail au centre, dégagé des intérêts égoïstes au service de la finance et du productivisme/consumérisme qui ne se pose pas la question de l'utilité sociale de la production ni de son impact sur l'environnement. Il faut également permettre l'implication citoyenne, celle des salariés, afin que le progrès technique renoue enfin avec le progrès social. Produire autrement et mieux nécessite de s'émanciper du mode de développement libéral qui raisonne à court terme et met en place le dumping social pour dégager des marges importantes.

Il est nécessaire de réindustrialiser la France, de relocaliser des capacités de production, de repenser la qualité sociale de l'emploi (rémunérations, conditions et temps de travail...), la formation professionnelle et les qualifications, les liens donneurs d'ordre / sous-traitants, la qualité et le développement des services publics, les politiques de transport, d'énergie, de santé, de communication, la recherche et le développement technologique.

La première des priorités est d'arrêter l'hémorragie des fermetures de sites industriels, des destructions d'emplois, de savoir-faire et des maîtrises technologiques. La deuxième est de faire en sorte que le développement des secteurs industriels puisse répondre aux besoins et à l'intérêt général.

Dans notre département, il nous faut impérativement engager un plan de travail pour définir les filières industrielles sur lesquelles nous souhaitons élaborer un cahier revendicatif le plus complet possible, dans une démarche de travail croisé entre les syndicats des différentes professions concernées, de près ou de loin, par ces filières (de la matière première jusqu'à la destruction et/ou recyclage du

produit, en passant par la conception, construction, distribution...), sans oublier la participation des territoires (UL/UD/CR).

En Loire-Atlantique, des expériences et des analyses existent déjà, notamment autour de la filière incendie, ou celles de la navale, de l'aéronautique, du raffinage, mais aussi des réflexions poussées sur des territoires comme l'UL Basse-Loire qui nous accueille aujourd'hui, ou dans les services publics, comme le transport des voyageurs et des marchandises, avec notamment des propositions concrètes de développement du réseau ferré et de sa connexion aux autres modes de transport et aux réalités territoriales. Nos camarades de la recherche, de l'enseignement supérieur, de la formation professionnelle sont aussi à pied d'œuvre pour porter les solutions industrielles de demain.

Il nous faut maintenant passer à la vitesse supérieure en développant et en communiquant sur le travail déjà engagé, et permettre l'émergence de nouvelles analyses sur des filières importantes dans notre département, comme par exemple : l'agroalimentaire (qui, rappelons-le, est le secteur professionnel qui emploie le plus de salariés en Loire-Atlantique) et les Energies Marines renouvelables (Eoliennes offshore) dont le secteur est en développement sur le territoire de Saint-Nazaire et chez nos camarades vendéens.

Mettons nos expériences et nos analyses dans un pot commun pour porter de véritables alternatives, pour contrer les stratégies patronales et les politiques gouvernementales tournées vers le seul critère important à leurs yeux : la rentabilité immédiate.

Notre force réside dans le savoir-faire, les compétences des salariés, qui rappelons-le sont les véritables créateurs de richesses. Donnez un morceau de charbon au patron d'EDF, vous verrez s'il arrive à allumer une ampoule avec ! Sans les salariés, sans nous, ils ne produisent rien. La valeur ajoutée, c'est nous qui la créons. Exigeons qu'elle soit réinvestie dans l'outil industriel, dans le développement des services publics, dans de meilleures conditions sociales pour les travailleurs.

Grâce au travail collectif que nous mènerons, nous ferons la démonstration de leur cupidité et nous serons porteurs de projets incontestablement tournés vers l'intérêt général.

Je vous annonce, qu'afin d'engager ce travail de fond au plus vite, l'UD organisera, au début du mois de mai, des assises départementales de l'industrie. Ce sera l'occasion de mettre en avant les projets déjà formulés, afin qu'ils

deviennent les projets de tous, comme ceux qui vont vous être sommairement présentés maintenant, celui de la filière incendie avec nos camarades de la SIDES, et celui de la centrale de Cordemais. Ce sera aussi l'occasion de cibler les filières stratégiques que nous avons besoin de développer, comme je vous le disais précédemment. Enfin, ce sera une formidable occasion de croiser nos regards experts sur chaque étape nécessaire au développement et à la pérennisation des filières, en s'appuyant notamment sur des services publics à la hauteur des enjeux.

Merci de votre attention, je vais maintenant passer la parole à différents camarades pour vous donner quelques exemples de nos potentiels.